

# Les Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie (GERB) de Boïko Borissov dominant les élections législatives dans un scrutin boudé par les deux tiers des électeurs

Les Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie (GERB) de l'ancien Premier ministre (2009-2013, 2014-2017, 2017-2021) Boïko Borissov, sont arrivés en tête des élections législatives le 9 juin en Bulgarie. Il s'agissait du 6e scrutin de ce type organisé dans le pays depuis avril 2021. Le parti a recueilli 23,65% des suffrages, selon des résultats partiels. Il a devancé Poursuivons le changement (PP), parti fondé par Kiril Petkov et Asen Vassilev, qui a obtenu 14,91% des voix. Il a très probablement payé le fait d'avoir accepté de participer au gouvernement avec le GERB. En effet, à l'issue des précédentes élections législatives du 2 avril 2023, la volonté de mettre fin aux scrutins à répétition, les considérables difficultés économiques du pays ainsi que la concession faite par le dirigeant du GERB d'accepter le principe d'un mécanisme de contrôle du procureur général Ivan Guechev, accusé depuis plusieurs années d'empêcher la poursuite des enquêtes sur les oligarques soumis à des sanctions internationales, avaient permis la signature le 22 mai entre les deux principaux partis d'un accord qui prévoyait la formation d'un gouvernement de coalition composé d'experts pour une période d'au moins 18 mois, avec une rotation à 9 mois du poste de Premier ministre et de celui de vice-Premier ministre. Le 6 juin 2023, Nikolai Denkov (PP) avait été nommé chef d'un gouvernement d'union nationale. Il devait être remplacé par Mariya Gabriel (GERB) en mars 2024 mais des désaccords entre les deux partis sur le contrôle de certains ministères ont fait chuter le gouvernement.

Le Mouvement pour les droits et les libertés (DPS), représentant la minorité turcophone de la Bulgarie et présidé par Delyan Peevski et Djevdet Chakarov, obtiendrait 13,48%. Renaissance (Vazrazhdane, V), parti nationaliste conduit par Kostadin Kostanidov,

recueillerait 14,24%. Un autre parti de droite radicale, Velichie (Grandeur ou Majesté), dirigé par Nikolay Markov, pourrait dépasser le seuil de 4% des voix et donc entrer à l'Assemblée nationale (Narodno sabranie), chambre unique du Parlement. Il aurait recueilli 4,16%.

« *La Bulgarie s'aligne sur nombre de ses homologues européens en ce sens que les partis d'extrême droite gagnent ou stabilisent leur influence bien que pour des raisons différentes* » a déclaré Rumena Filipova, présidente du think tank l'Institute for Global Analytics, précisant « *En Bulgarie, le discours pro-russe et anti-ukrainien de Renaissance est un trait distinctif, qui s'appuie sur des sentiments pro-russes dans la société, modelés par la propagande historique russe sur le statut supposé de Moscou en tant que "libérateur/sauveur" de la Bulgarie* ».

« Le paysage politique a beaucoup changé en Bulgarie, affirme Petar Bankov, de l'Université de Glasgow, et il se caractérise par une fragmentation croissante, la marginalisation de la gauche et la montée en puissance des partis de droite, allant de la droite libérale à la droite radicale populiste ».

Le Parti socialiste (BSP), conduit par Korneliya Ninova, obtiendrait 7,07% et Un tel peuple existe (Ima takuv narod, ITN), parti populiste créé par le chanteur et présentateur de télévision Slavi Trifonov, 6,17%.

La participation a été extrêmement faible, en raison du nombre d'élections législatives organisées dans le pays depuis avril 2021 mais aussi, selon Boriana Dimitrova, directrice de l'institut d'opinion Alpha Research, à cause de la succession de controverses publiques entre les deux principaux partis du pays.

## Résultats des élections législatives du 9 juin 2024 en Bulgarie

Partis politiques	Nombre de voix	Pourcentage des suffrages
Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie (GERB)	299 924	23,5
Poursuivons le changement- Bulgarie démocratique (PP-DB)	191 309	14,91
Renaissance (Vazrazhdane, V)	181 790	14,24
Mouvement des droits et des libertés (DPS)	201 579	13,48
Parti socialiste (BSP)	87 146	7,07
Un tel peuple existe (Ima takuv narod, ITN)	80 061	6,17
Velichie	63 152	4,16

source: <https://results.cik.bg/europe2024/rezultati/index.html>

Le GERB tire donc son épingle du jeu de l'interminable crise politique que connaît le pays. Boïko Borissov, qui affirme ne plus souhaiter être Premier ministre, peut s'appuyer sur son image d'homme fort de la Bulgarie, un profil plébiscité par la moitié de ses compatriotes (49 %) si l'on en croit une récente enquête d'opinion réalisée par l'Institut Open Society. Il se présente également comme le « *garant de la stabilité* » dans un pays en crise depuis les importantes manifestations de l'été 2020 consécutives à un scandale immobilier qui avait éclaté en mars 2019 dans lequel plusieurs membres du parti dont les ministres de la Justice, des Sports, de l'Énergie et de la Culture étaient impliqués.

Boïko Borissov veut préserver le *statu quo* judiciaire sur les enquêtes en cours sur les accusations de corruption, tout comme Delyan Peevski, ancien magnat des médias, sur lequel pèsent plusieurs allégations de corruption. L'homme fait d'ailleurs

l'objet de sanctions de la part du Royaume-Uni et des Etats Unis, pays où il est interdit d'entrée au titre du Magnitsky Act.

L'ancien Premier ministre (2023-2024) Nikolai Denkov (PP) a qualifié le codirigeant du DPS Delyan Peevski de « *plus grand fléau que connaît la Bulgarie* ». Hristo Ivanov, dirigeant de Bulgarie démocratique (alliance de Oui Bulgarie, des Démocrates pour une Bulgarie forte et des Verts), a appelé ses compatriotes à « ne pas laisser la Bulgarie entre les mains de Delyan Peevski ».

A l'issue des élections législatives du 9 juin, la question est désormais la suivante : Boïko Borissov va-t-il réussir à trouver une majorité pour gouverner le pays ? Rien n'est moins sûr et nombreux sont les analystes politiques qui prévoient l'organisation d'un nouveau scrutin – qui serait le 7e !- à l'automne prochain.

Selon Daniel Smilov, professeur de science politique associé à l'université St Clément d'Ohrid de Sofia et directeur de programme au Centre for Liberal Strategies, le GERB, leet le DPS pourraient former une coalition gouvernementale avec un « petit »

parti. « *La coalition pourrait garantir un certain degré de stabilité, mais je ne suis pas certain des réformes, en particulier celles concernant la corruption, qu'elle mettrait en place* » a-t-il déclaré.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:

[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la seule responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Fondation Robert Schuman, 2024

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.